

quêter sur le conflit entre l'administration du Quebec Central Railway et les employés. Le 22 sept., l'hon. Louis Arthur Audette, ancien juge de la Cour de l'Echiquier du Canada; Ephraim Herbert Coleman, C.R., LL.D., sous-secrétaire d'Etat; et Oscar Coderre, LL.B., chef de la branche de Naturalisation, Secrétariat d'Etat, tous de la cité d'Ottawa, Ont., devant constituer une commission en vertu des stipulations des lois de la naturalisation et des enquêtes pour enquêter et faire rapport sur tous les cas référés à la commission où la révocation du certificat de naturalisation peut être considérée. L'hon. M. Audette, nommé président de la Commission. Jacques Casgrain, avocat, de la cité de Québec, Qué., nommé commissaire sous l'autorité de la Partie I de la loi des enquêtes pour enquêter sur des accusations de partisanerie politique portées contre des employés du gouvernement fédéral dans la province de Québec. Le 6 oct., Lester S. Glass, commissaire du commerce canadien à Rio de Janeiro, Brésil, nommé commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations au Brésil pour la Cour Suprême et la Cour de l'Echiquier du Canada. Le 20 oct., J. H. English, commissaire du commerce canadien à Londres, Ang., nommé commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations au Royaume-Uni pour la Cour Suprême et la Cour de l'Echiquier du Canada. Le 27 oct., C. M. Croft, secrétaire commercial canadien, Tokyo, Japon, nommé commissaire pour recevoir les serments, affidavits, déclarations et affirmations au Japon pour la Cour Suprême et la Cour de l'Echiquier du Canada. Le 1er déc., A. H. H. Des Barres, magistrat salarié, Guysborough, N.-E., nommé commissaire pour enquêter afin de savoir si M. Otto A. Munroe de Yankee Harbour, comté de Guysborough, N.-E., a droit à la prime de pêche par suite de ses opérations de pêche en 1936 et si les états de sa réclamation pour l'année sont exactes. Le 28 fév., Ludger Langlois, avocat, Québec, Qué., nommé commissaire sous l'autorité de la Partie I de la loi des enquêtes pour enquêter sur les accusations de partisanerie politique portées contre des employés du gouvernement fédéral dans la province de Québec à lui référées. Le 11 mai, l'hon. Archer Martin, juge en chef de la Colombie Britannique, nommé commissaire, sous l'autorité de la sec. 128 de la loi de l'Amérique Britannique du Nord, pour recevoir le serment d'allégeance de Robert Wellington Mayhew, député à la Chambre des Communes pour le district électoral de Victoria, C.B.

Jour d'actions de grâce.—Lundi, 11 oct. 1937, a été désigné par proclamation "jour d'actions de grâce au Dieu Tout-puissant pour les abondantes moissons et tous les autres bienfaits dont Il a gratifié le Canada".